



UNION INTERFÉDÉRALE
DES AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



Paris, le 26 janvier 2024

Monsieur Gabriel Attal
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 PARIS

Monsieur le Premier ministre,

Depuis la présentation de votre Gouvernement le 11 janvier dernier, FO Fonction publique, 1ère organisation syndicale représentative à l'Etat et 2ème sur l'ensemble de la Fonction publique a constaté l'absence d'un ministère dédié à la Fonction publique.

Le 25 janvier, à la lecture des décrets d'attribution des ministères publiés au *Journal officiel*, nous constatons également qu'il n'y a plus aucune référence à un ministère dédié et que les interactions des ministères s'articulent directement avec les services du Premier Ministre, vos services.

Comme vous le savez, les 5,7 millions de fonctionnaires et agents publics représentent 20% de l'emploi salarié de notre pays. Leur investissement et leur dévouement ne sont plus à démontrer malgré des conditions de travail dégradées dans un contexte de perte de pouvoir d'achat et des rémunérations si faibles que l'on peut sans hésiter parler de smicardisation de l'emploi public.

Ces dernières années, les agents ont répondu présents lors des attentats, de la crise Covid, des crises climatiques, etc., sans compter les Jeux Olympiques et paralympiques prochainement.

A quelques jours de votre discours de politique générale et d'un éventuel renforcement de votre Gouvernement, FO Fonction publique souhaiterait vous rencontrer ou échanger avec des membres de votre cabinet afin de vous présenter nos principales revendications et les attentes des personnels. Il y a en effet urgence à revaloriser sans délai le point d'indice, améliorer la grille indiciaire dans un cadre statutaire et surtout il serait inacceptable pour chaque agent de subir une année blanche en 2024 après 2 ans de forte inflation non compensée.

Comptant sur la prise en compte de notre demande qui s'inscrit dans une démarche constructive de dialogue social, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'assurance de notre haute considération.

Christian GROLIER,
Secrétaire Général